



COMMUNIQUE DE PRESSE

Du 19 avril 2019 des salariés de Toupnot :

Le groupe COFIGEO a décidé de condamner le site.

Les salariés ne laisseront pas faire.

Les pouvoirs publics ne peuvent plus reculer et doivent réagir une bonne fois pour toutes !



Le 15 avril dernier, les dirigeants du groupe COFIGEO s'engageaient devant le délégué interministériel à la réindustrialisation, les représentants des salariés, les parlementaires et le Préfet à la construction d'un atelier relais, et à répondre rapidement sur leurs intentions quant à la reconstruction de l'usine Toupnot.

A défaut de reconstruction sous sa responsabilité, dont les études financées par l'Etat et le Comité d'Entreprise affirmaient la viabilité, le groupe s'engageait en séance à faciliter la recherche d'un repreneur avec un projet viable.

A la lecture du communiqué de presse du PDG de l'entreprise publié ce jour il semblerait que tous les assistants à la réunion aient mal compris le sens des paroles des dirigeants.

Il ne s'agit plus en effet de rechercher des solutions optimales en matière de maintien de l'outil industriel et de l'emploi mais bien de s'en tenir à une stratégie minimaliste qui sacrifierait 75 % des emplois existants.

Ainsi, M. Rémi Arnaud de Sartre, tout en langue de bois communicative, ne dit pas autre chose lorsqu'il annonce que le groupe installera « **un outil de production dimensionné pour l'activité résiduelle à date** ».

Qu'en termes choisis ces choses là sont dites !

En clair, il s'agit d'installer un atelier dont la pérennité n'est nullement assurée et qui emploiera 20 à 25 % de l'effectif actuel, laissant ainsi sur le carreau 55 à 60 salariés, dans un premier temps.

Ce scénario, perceptible dès l'incendie du 10 janvier, compte tenu de l'absence totale d'implication du groupe, est bien celui que privilégie les dirigeants.

Ces derniers, depuis des semaines, n'ont cherché qu'à gagner du temps, ne s'impliquant jamais dans l'élaboration d'un projet de reconstruction, abandonnant la sphère commerciale (les clients historiques de l'usine en étant réduit à se rapprocher des salariés pour obtenir des informations), méprisant leurs salariés mais également les pouvoirs publics et les parlementaires et élus locaux.

Il est grand temps de mettre fin à la pitoyable mise en scène à laquelle se sont livrés Messieurs Thomazeau, Foucault et De Sartre, il est grand temps que l'Etat et les pouvoirs publics cessent d'adopter une attitude conciliante vis-à-vis d'un groupe qui a bénéficié du soutien de l'Etat pour asseoir un monopole et qui ne tient pas ses engagements de maintien de l'emploi.

A quoi cela sert-il de financer sur deniers publics une étude qui conclut à la possibilité de reconstruire un site industriel avec un maximum d'emplois préservés si c'est pour mieux enterrer ces solutions d'avenir.

Salariés et parlementaires avaient demandé aux Ministres de l'agriculture et des finances de convoquer les dirigeants du groupe avant le 15 avril : cela n'a pas été fait et, au regard du communiqué directionnel de ce jour, **la réunion en préfecture du 15 avril prend tous les contours d'une triste comédie.**

Nous, salariés de l'entreprise TOUPNOT, qui avons assuré depuis des années le maintien et le développement de notre entreprise, refusons le démantèlement de notre site, de notre avenir ainsi que celui de nos familles.

NOUS PRENDRONS NOS RESPONSABILITES et NOUS AGIRONS.

Nous demandons à l'ETAT de prendre les siennes.

Nous avons saisi les élus et parlementaires dès ce jour et allons demander la réunion sans délais d'une cellule d'urgence qui respecte les salariés et ne se résume plus à une opération de communication .

**NOUS SALARIES DE L'ENTREPRISE TOUPNOT
CONTINUERONS à NOUS BATTRE
POUR NOTRE AVENIR ET CELUI DU TERRITOIRE.**

Les salariés en lutte de l'entreprise TOUPNOT.